

# Situation de Thales Services

## 13<sup>ème</sup> législature

### Question écrite n° 21298 de M. Philippe Esnol (Yvelines - SOC-EELVr)

publiée dans le JO Sénat du 08/12/2011 - page 3117

M. Philippe Esnol alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la situation et l'avenir de Thales Services, filiale du groupe Thales dont l'État est actionnaire à 27 %.

En effet, les salariés de Thales Services s'inquiètent des projets de cession des activités de services informatiques qu'ils assurent à ce jour pour le compte du groupe Thales. Ce sont 550 postes de la division « Business Solutions », sur les 3 600 exercés aujourd'hui sur le site Thales Services de Vélizy, qui pourraient être directement menacés si cette activité venait à être cédée à une entreprise tierce, comme par exemple le groupe GDI auquel une vente avait d'ailleurs déjà été proposée en 2002.

En outre, une telle décision générerait une grave remise en cause du statut, de la convention collective et des garanties de protection dont bénéficient les salariés de Thales Services. Qui plus est, elle constituerait un signe inquiétant de la grave crise économique et industrielle que traverse notre pays ; il est clair, en effet, que la France ne retrouvera son rayonnement économique à l'international qu'en fournissant les efforts d'investissement, notamment sur le plan humain, en matière de recherche et d'expertise, nécessaires à la valorisation de nos produits et de nos entreprises par leur qualité, leur valeur ajoutée, leur compétitivité.

Il lui demande donc quelles sont les orientations que le Gouvernement entend prendre afin d'enclencher enfin une véritable politique industrielle d'excellence et d'innovation pour notre pays. En particulier, il souhaite que l'État, actionnaire de Thales, veille à ce que les choix stratégiques de l'entreprise préservent les droits et intérêts de ses salariés, mais aussi une vision d'investissements et de stratégie industrielle pour l'avenir.

En attente de réponse du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

## Alerte mail

L'outil de veille du Sénat : si vous voulez être informé (gratuitement) par courrier électronique quand la réponse ministérielle à cette question paraîtra, entrez votre adresse électronique :

Votre format :  HTML  Texte

Valider